

Santé et Protection Animale Environnement et Nature  
Service Santé Protection Animales et Environnement Nature  
15 Place de la République - CS 70527  
28019 Chartres Cédex

Chartres, le 04/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SCEA AVILOUP**

LIEU DIT LE BOULAY SAUVELOUP  
28170 Maillebois

Références : 2025-00693  
Code AIOT : 0052800169

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/04/2025 dans l'établissement SCEA AVILOUP implanté LIEU DIT LE BOULAY SAUVELOUP 28170 MAILLEBOIS. L'inspection a été annoncée le 20/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite d'inspection dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle 2025 et actions nationales 2025 (rétention et sécurité incendie).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCEA AVILOUP
- LIEU DIT LE BOULAY SAUVELOUP 28170 MAILLEBOIS
- Code AIOT : 0052800169

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Elevage IED de volailles de chair.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Élevages Rétention
- AN25 Élevages Stockage
- IED-MTD
- Risque incendie
- Transfert d'effluents / Compostage

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	30 jours
6	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande d'action corrective	30 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	Sans objet
2	Recensement des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Sans objet
3	Nature et risques des produits	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9	Sans objet
4	Stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	Sans objet
7	Consignes	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-1	Sans objet
8	Travaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-2	Sans objet
9	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3	Sans objet
10	Stockage des produits de nettoyage et des autres	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-I	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	produits dangereux		
11	Stockage des effluents en zone vulnérable	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III	Sans objet
12	Collecte des eaux de pluie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	Sans objet
13	Compostage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 29	Sans objet
14	MTD3 Azote total excrété, nutrition des animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
15	MTD5 Utilisation rationnelle de l'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
16	MTD24 Surveillance azote et phosphore excrétés dans les effluents d'élevage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
17	MTD32 Émissions atmosphériques d'NH <sub>3</sub> , hébergement poulets de chair	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de la présente visite d'inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier installation classée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime [...]</li> </ul> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Présence d'un registre d'élevage (un relevé numérique par lot), tenu à jour des effectifs d'animaux présents dans l'exploitation.</p> <p><u>Effectif autorisé :</u></p> <p>57 600 poulets de chair ou 19 200 dindes.</p> <p><u>Effectif le jour de l'inspection dans les 2 bâtiments d'hébergement :</u></p> <p>56 700 oeufs de poulets de chair, Aucune dinde</p> <p>2 bâtiments d'hébergement :</p> <p>Bâtiment AB : 26 900 Bâtiment CD : 26 900</p> <p><b>Constat du 01/04/2025 : pas d'écart constaté</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Recensement des risques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-L'exploitant recense le lieu et les quantités maximales des matières combustibles (litière, fourrages secs, pneumatiques usagés ...) ainsi que des matières dangereuses (gaz, fuel, biocides, phytosanitaires, engrais ...) susceptibles d'être stockées au sein de l'installation (bâtiments d'élevage et annexes).</p> <p>L'exploitant recense également les bâtiments recouverts de panneaux photovoltaïques ainsi que ceux munis d'une toiture constituée de fibrociments d'amiante.</p> <p>L'ensemble de ces informations sont reportées sur un plan de l'installation. Le plan de l'installation est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024.</p> <p>L'exploitant, ou son représentant, est en mesure, sur demande des services d'incendie et de secours, de fournir ce plan et d'indiquer les ordres de grandeurs des quantités de matières stockées.</p> <p>-----</p> <p>II.-L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation (bâtiments d'élevage et leurs annexes) qui, notamment en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage), de liquides inflammables ou d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium à haut dosage (teneur en azote en masse supérieure à 28 %), sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.</p> <p>Ces parties d'installation sont recensées sur un plan, tenu à jour. Ce plan localisant les zones à risques est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024.</p>

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans ces parties d'installation, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'une consigne ou d'un document spécifique en application des dispositions prévues par les articles 14-1 et 14-2. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.
<b>Constats :</b>  Présence d'un plan des zones à risques dans le registre d'élevage. Présence de 4 citernes de gaz avec le logo "interdiction de fumer" (4 citernes de 2 tonnes chacune) pour chauffer les bâtiments d'élevage. Absence de bâtiment recouvert de panneaux photovoltaïques ou constitué de fibrociments d'amiante. Les bâtiments sont en bac acier. Absence de GNR sur l'exploitation. Présence de panneau sur le bâtiment d'élevage "attention, site d'élevage, accès réglementé" et sur la porte du SAS "interdiction, élevage sous contrôle sanitaire". Présence des logos affichés sur l'armoire de stockage des produits phytosanitaires "interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque (flamme nue interdite), "interdiction de fumer" et "entrée interdite à toute personne non habilitée". <b>Constat du 01/04/2025 : pas d'écart constaté</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Nature et risques des produits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. [...]
<b>Constats :</b>  Les fiches de données de sécurité des produits sanitaires d'élevage sont à jour, en version numérique et sont disponibles. Présence d'un bidon de 20 litres d'acide dans chaque bâtiment d'élevage. Présence de 2 bidons de détergeants et de 2 bidons de désinfectants de 20 litres et au maximum de 6 bidons de 20 litres d'acide stockés sous bac de rétention dans le SAS dédié aux produits d'hygiène et de santé. <b>Constat du 01/04/2025 : pas d'écart constaté</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Stockage des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>

Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.
<b>Constats :</b>  Présence d'un composteur à fumier, sur dalle béton, non couvert, de procédé valide de 412 m <sup>2</sup> de capacité suffisante pour stocker 500 tonnes d'effluents de volailles par an. Aucun débordement constaté le jour de l'inspection. <b>Constat du 01/04/2025 : pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. ----- A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m <sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés : - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.  Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024. ----- Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation. [...]

<p><b>Constats :</b></p> <p>Présence d'une mare d'au moins 120 m<sup>3</sup> et possibilité de pomper l'eau d'une piscine de 50 m<sup>3</sup>.</p> <p>Présence de 2 extincteurs dans chaque bâtiment (1 à poudre et 1 à CO2), localisés sur le plan de l'installation.</p> <p>Présence d'un groupe électrogène dans le local technique avec 2 extincteurs (1 à poudre à l'extérieur du local et 1 à l'intérieur de dioxyde de carbone pour le fuel du groupe électrogène). La dernière vérification a été effectuée le 31 mars 2025. Le prochain contrôle sera dans un an.</p> <p>Les consignes de sécurité sont présentes dans le registre d'élevage (procédures à prendre en cas d'urgence) mais ne sont pas affichées dans les SAS du bâtiment de volailles.</p> <p>Présence des consignes affichées sur l'armoire de stockage des produits phytosanitaires avec les numéros d'appel d'urgence et les dispositions à prendre en cas d'accident dans le local dédié aux produits d'hygiène et de santé.</p> <p>Présence de vannes de barrage sur les bonbonnes-citernes de gaz et d'étiquette mentionnant l'interdiction de fumer.</p> <p>La coupure du gaz est possible sur chaque chauffage depuis l'extérieur du bâtiment d'élevage et dans le SAS et au disjoncteur électrique pour couper au compteur général les deux bâtiments de volailles.</p> <p><b>Constat du 01/04/2025 : L'affichage des consignes d'urgence avec les numéros d'appel des secours ainsi que les dispositions à prendre en cas d'accident est à disposer au mur dans chaque SAS de volailles .</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Afficher dans chaque SAS de volailles, les consignes d'urgence avec les numéros d'appel d'urgence et les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>

**N° 6 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'emploie pas de salarié.</p> <p>Présence d'attestation de vérification électrique effectuée par un professionnel en date du 5 mars 2025.</p>



<p>Les bonbonnes-citernes de gaz sont vérifiées par le fournisseur de gaz.</p> <p>Présence d'un plan des zones à risques d'incendie ou d'explosion.</p> <p>Présence de fiches de données de sécurité des produits de manière dématérialisée.</p> <p>Absence de registre de risques pour tracer le suivi des vérifications électriques.</p> <p><b>Constat du 01/04/2025 : L'exploitant ne tient pas un registre des risques.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Tenir un registre des risques (électricité et extincteurs) pour les suites données aux non-conformités relevées lors des vérifications du réseau électrique et des extincteurs.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>

#### N° 7 : Consignes

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les opérations comportant des manipulations dangereuses ou concourant au dispositif de prévention des accidents font l'objet de consignes écrites. Si l'exploitant emploie des salariés ou personnes extérieures, il s'assure de l'appropriation des consignes et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné et affiche les principales consignes dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Les consignes précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée telle que prévue à l'article 14-2 ;</li> <li>-la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone des services d'incendie et de secours mentionnés à l'article 13 ;</li> <li>-les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation, mentionnées à l'article 13 ;</li> <li>-les conditions de conservation et de stockage des produits en lien avec l'élevage, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits présentant des risques spécifiques et de produits incompatibles ;</li> <li>-les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses en lien avec l'article 15 ;</li> <li>-l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Présence des consignes par le biais du document unique d'évaluation des risques professionnels (pavé élevage).</p> <p>L'exploitant n'emploie pas de salarié.</p>

<b>Constat du 01/04/2025 : pas d'écart constaté</b>
<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>

**N° 8 : Travaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Dans les parties de l'installation recensées à l'article 8 et présentant des risques importants d'incendie ou d'explosion, les travaux de réparation ou d'aménagement nécessitant la mise en œuvre de point chaud ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-une évaluation des risques répertoriés et les consignes particulières associées aux locaux ;</li> <li>-la description des moyens de protection et/ ou d'interventions spécifiques mis en place au regard des opérations à réaliser ;</li> <li>-les moyens et consignes d'alerte.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  <p>Présence des consignes écrites dans le document unique d'évaluation des risques (description des moyens de protection...).</p> <p>L'exploitant indique qu'aucun travaux nécessitant la mise en oeuvre d'un point chaud n'est réalisé en période d'élevage. Le cas échéant, l'exploitant élaborera un document conformément à l'article 14-2.</p> <p><b>Constat du 01/04/2025 : pas d'écart constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>

**N° 9 : Accès aux installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>L'exploitant met en place un dispositif pour informer que l'accès aux installations est interdit aux personnes extérieures à l'exploitation, non autorisées.</p>
<b>Constats :</b>  <p>Présence d'un panneau "attention, site d'élevage, accès réglementé" sur la chaîne à l'entrée du site d'élevage et sur le bâtiment d'élevage.</p> <p>Présence d'une affiche sur la porte d'entrée du SAS "interdit, élevage sous contrôle sanitaire".</p> <p><b>Constat du 01/04/2025 : pas d'écart constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>

**N° 10 : Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-I
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.  I. - Tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.  La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs enterrés placés en fosse. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. [...]
<b>Constats :</b>  Présence de produits dangereux et détergeants mis sous bac de rétention. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Présence de citernes de récupération des eaux de lavage pour humidifier le compost. Présence de produits pharmaceutiques stockés dans l'armoire à pharmacie, sous bac de rétention. <b>Constat du 01/04/2025 : pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Stockage des effluents en zone vulnérable**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du I de

l'article R. 211-81 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b>  Les fumiers de volailles sont disposés en 2 andains, sur une dalle béton dans le composteur à fumier de procédé valide, à chaque vide sanitaire. Le composteur peut stocker une année de fumiers de volailles. <b>Constat du 01/04/2025 : pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Collecte des eaux de pluie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.
<b>Constats :</b>  Présence de fossés de drainage pour les eaux pluviales. L'eau repart dans le milieu naturel. <b>Constat du 01/04/2025 : pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Compostage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 29
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les composts sont élaborés, préalablement à leur épandage, dans les conditions suivantes : - les andains font l'objet d'au minimum deux retournements ou d'une aération forcée, - la température des andains est supérieure à 55 °C pendant quinze jours ou à 50 °C pendant six semaines.
<b>Constats :</b>  Le suivi du compostage est enregistré numériquement dans le SAS de l'élevage. Le compost est disposé en andains sur une zone ventilée et humidifiée, au besoin, par ordinateur. Les températures sont maintenues entre 55 degrés et 75 degrés Celsius pendant 28 jours. <b>Constat du 01/04/2025 : pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : MTD3 Azote total excrété, nutrition des animaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 3
<b>Prescription contrôlée :</b>  Réduire la teneur en protéines brutes par un régime alimentaire équilibré en azote, tenant compte des besoins énergétiques et des acides aminés digestibles ----- Alimentation multiphase au moyen d'aliments adaptés aux besoins spécifiques de la période de production. ----- Ajout de quantités limitées d'acides aminés essentiels à un régime alimentaire pauvre en protéines brutes. ----- Utilisation d'additifs autorisés pour l'alimentation animale qui réduisent l'azote total excrété.
<b>Constats :</b>  Alimentation multiphase adaptée au stade physiologique des animaux. L'éleveur ne fabrique pas les aliments. Toutes les compositions d'aliments sont dans le Bilan Réel Simplifié (BRS). Les quantités d'azote et de phosphore excrétées sont calculées par le BRS volailles et le module GEREP. <b>Constat du 01/04/2025 : pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : MTD5 Utilisation rationnelle de l'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 5
<b>Prescription contrôlée :</b>  Afin d'utiliser l'eau de façon rationnelle, la MTD consiste à appliquer une combinaison des techniques ci-dessous :  Tenir un registre de la consommation d'eau. ----- Détecter et réparer les fuites d'eau. ----- Utiliser des dispositifs de nettoyage à haute pression pour le nettoyage des hébergements et des équipements. ----- Choisir des équipements appropriés (par exemple, abreuvoirs à tétine, abreuvoirs siphoniques, bacs à eau), spécifiquement adaptés à la catégorie animale considérée et garantissant l'accès à l'eau (ad libitum). ----- Vérifier et, si nécessaire, adapter régulièrement le réglage de l'équipement de distribution d'eau. -----

Réutiliser les eaux pluviales non polluées pour le nettoyage.
<b>Constats :</b>  Présence d'un registre dématérialisé de consommation d'eau pour l'abreuvement des volailles. La consommation d'eau s'établit à 130 m <sup>3</sup> /lot par bâtiment. Elle varie entre 200 litres en début de lot à 7 m <sup>3</sup> au jour de l'enlèvement des animaux. Présence de pipettes avec système anti-fuite. L'exploitant détecte visuellement et répare les fuites d'eau. L'éleveur reçoit aussi une alerte sur son téléphone. Le nettoyage des bâtiments est fait à haute pression. Pas de réutilisation des eaux pluviales non polluées pour le nettoyage. <b>Constat du 01/04/2025 : pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : MTD24 Surveillance azote et phosphore excrétés dans les effluents d'élevage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 24
<b>Prescription contrôlée :</b>  La MTD consiste à surveiller, par une des techniques suivantes et au moins à la fréquence indiquée, l'azote total et le phosphore total excrétés dans les effluents d'élevage  Calcul, au moyen d'un bilan massique de l'azote et du phosphore basé sur la prise alimentaire, la teneur en protéines brutes du régime alimentaire, le phosphore total et les performances des animaux. ----- Estimation, au moyen d'une analyse des effluents d'élevage visant à déterminer la teneur en azote total et en phosphore total.
<b>Constats :</b>  Calcul par le Bilan Réel Simplifié (BRS). <b>Constat du 01/04/2025 : pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : MTD32 Émissions atmosphériques d'NH<sub>3</sub>, hébergement poulets de chair**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 32
<b>Prescription contrôlée :</b>  Afin de réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement de poulets de chair, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques ci-dessous.

Ventilation dynamique et système d'abreuvement ne fuyant pas. [...]
<p><b>Constats :</b></p> <p>Ventilation dynamique et système d'abreuvement anti-fuite.  Les animaux sont sur litière de granulé/paille.  <b>Constat du 01/04/2025 : pas d'écart constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite